

Bulletin recherche de la délégation québécoise à Rio+20



En route vers Rio+20

Le prochain Sommet de la Terre Rio+20 – nommé officiellement la **Conférence des Nations Unies pour le Développement Durable**, se tiendra du 20 au 22 juin 2012 à Rio de Janeiro au Brésil. Ce sommet est une nouvelle tentative des Nations Unies en ce début de millénaire, pour avancer sur l'engagement des États et de la communauté mondiale dans les grandes transitions de ce XXI^{ème} siècle. Il a lieu vingt ans après le premier Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992 et dix années après celui de Johannesburg en 2002, sur le développement durable.

L'appel lancé par les Nations Unies est ambitieux. Il invite les États, la société civile et les citoyens à « poser les fondations d'un monde de prospérité, de paix et de durabilité », en mettant trois sujets à l'ordre du jour:

1. Le renforcement des **engagements politiques** en faveur du développement durable ;
2. Le **bilan** des avancées et difficultés liées à sa mise en œuvre;
3. Les réponses aux **défis nouveaux** et émergents des sociétés.

Deux questions, intimement liées, sont placées au cœur du sommet :

1. une **économie verte** en perspective de la durabilité et de l'éradication de la pauvreté;
2. la création d'un cadre institutionnel, une sorte de **gouvernance mondiale pour le développement durable**.

Contenu

Articles

En route vers Rio	1
Des chefs d'État et des citoyens	2
Une nouvelle étape	2
Le rôle de la société civile	3
Acteurs et espaces	3
Bilan de Durban	4
20 ans de changements	5
Déclaration de la société civile canadienne	6

Encadrés

Quelques chiffres	2
Les questions clés	3
Quelques dates	4
Les chiffres clés de Cochabamba	5
Quelques faits intéressants	5
Les signataires	6



Des chefs d'État... et des citoyens!

Les questions à l'agenda officiel de Rio+20 sont aussi des enjeux pour tous les Peuples, de tous les citoyens et citoyennes de la planète. La conscience que le monde est confronté à des transitions majeures est de plus en plus vive. Les citoyens montrent une audace et une capacité croissante pour faire entendre leur voix et prendre part aux défis de la société.

Certes, le chemin sera encore long entre la conscience des bifurcations à entreprendre et la capa-

cité de nos sociétés, en particulier de nos institutions et de nos gouvernements nationaux, à prendre la mesure de ces mutations et à les mettre en œuvre. Il faut d'ailleurs éviter que ces prises de conscience se traduisent en repli séparatiste ou identitaire, encourageant à opposer les intérêts nationaux les uns aux autres. L'histoire nous a montré qu'un tel repli ne peut conduire à terme qu'à des impasses et à la guerre.

L'idée de célébrer les 20 ans du Sommet de la terre par l'organisation d'une conférence internationale sur le thème de l'environnement fut officiellement lancée par le président brésilien, Lula Da Silva, en septembre 2007 depuis la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU. « L'équité sociale est notre meilleure arme pour lutter contre les dégradations environnementales », affirmait-il.

Quelques chiffres

Le monde compte aujourd'hui 7 milliards d'habitants – d'ici à 2050, nous serons **9 milliards**.

Une personne sur cinq – soit **1,4 milliard** – survit avec au maximum 1,25 dollar par jour.

1,5 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'électricité.

2,5 milliards de personnes n'ont pas de toilettes.

Près d'**un milliard** d'habitants souffrent quotidiennement de la faim.

Les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter et **plus d'un tiers** de toutes les espèces connues pourraient disparaître à jamais si la tendance n'est pas inversée.

Une nouvelle étape dans la transformation du monde

Rio+20 est une nouvelle étape sur le chemin d'une communauté mondiale en émergence. Il est important de ne pas voir le Sommet, comme ce fut le cas lors des conférences sur le climat de Copenhague et Cancún, comme un moment décisif pour l'humanité, une sorte de quitte ou double où l'avenir de la planète est en train de se jouer en l'espace de quelques jours. Dans les faits, les processus de négociation internationale sont en stagnation depuis plus de dix ans, qu'il s'agisse des négociations commerciales (OMC), des négociations sur le climat ou encore de l'incapacité à réformer en profondeur le système des Nations Unies conçu après la Seconde guerre mondiale. Seul le G20 peut apparaître aujourd'hui comme une reconnaissance, timide et ambiguë, du fait que les pays les plus riches s'instituent en directoire du monde, du besoin d'une gouvernance mondiale et multipolaire.

Il n'en demeure pas moins que Rio+20 doit marquer un pas en avant. Il ne pourra pas y avoir de gestion efficace des interdépendances, à la hauteur des nécessités, sans une large convergence et un dialogue réel entre tous les Peuples et les citoyens de la planète, sans abandons de souveraineté de la part des États, sans fonder collectivement les soubassements d'une gouvernance mondiale légitime, démocratique et efficace. Tout ceci suppose, en amont, la conscience d'un destin commun et la formation progressive d'une communauté mondiale, apprenant à se découvrir et se gérer elle-même, en affirmant ses identités locales et régionales. Ce chantier gigantesque et de longue haleine ne fait que commencer.



Qui contrôlera l'Économie verte?



Les questions clés

Trois questions essentielles sont en débat, sous-jacentes à celles soulevées par la durabilité et le cadre de réflexion proposé par les Nations Unies.

1. De quelle éthique avons-nous besoin pour poser les bases d'une nouvelle civilisation faisant face aux dangers du monde actuel, fondant de nouveaux modes de vie et ouvrant de nouvelles perspectives à l'aventure humaine en ce début du 21^e siècle?

2. Quelle organisation faut-il concevoir pour bâtir une nouvelle gouvernance mondiale?

3. Comment construire une économie durable capable de faire face à la pauvreté et à la concentration de la richesse?

Le rôle de la société civile

Même si les vingt années écoulées depuis 1992 n'ont marqué que des avancées très partielles et insuffisantes au regard des objectifs de durabilité, le premier sommet de Rio en 1992 avait bien posé les données fondamentales du problème. La situation du monde a depuis lors considérablement évoluée. Des facteurs comme l'accroissement des inégalités, le terrorisme international, le changement climatique, la crise du système économique et financier, les soulèvements populaires du monde arabe ont et vont continuer à recomposer profondément l'équilibre géopolitique mondial. Ces facteurs sont aussi devenus radicalement systémiques et solidaires entre eux, faisant des approches sectorielles et exclusives une donnée à part entière des obstacles à dépasser.

Le temps est arrivé où la société civile ne doit pas seulement se limiter à protester dans un contre-sommet. Elle a besoin de dessiner une stratégie de changement avec des perspectives claires et fortes, organisées autour d'un petit nombre de grandes mutations ayant fait l'objet d'une identification collective. Ni l'addition de centaines de problèmes, tous réels mais déconnectés les uns des autres, ni la recherche d'un bouc émissaire et d'une cause unique, comme « la mondialisation », nouvel avatar du « capitalisme » ne répond à cette nécessité stratégique.

Les acteurs et les espaces

Trois acteurs principaux seront présents à Rio:

1. Les **gouvernements** et les chefs d'États réunis dans la Conférence des Nations Unies sur le Développement durable (appelée communément le « Sommet de la Terre »).
2. Les **Organisations Non-Gouvernementales du système onusien**, regroupées au sein du Forum des Parties prenantes (« Stakeholder Forum ») en 9 catégories : les femmes, les enfants et les jeunes, les indigènes, les autorités locales, les ONGs, les travailleurs et syndicats, les entreprises et industries, les scientifiques et communautés technologiques, les producteurs et paysans.
3. Les citoyens et les organisations de la **société civile**, autrement dit les mouvements sociaux, les multiples réseaux et organisations thématiques ou socioprofessionnels; parmi eux les migrants, les chefs religieux et spirituels, les leaders sociaux, les artistes, les journalistes, les urbanistes, les pêcheurs, les juristes, les élus et parlementaires, les militaires, les syndicats, les éducateurs et enseignants, les municipalités et les villes... pour ne citer qu'eux. Ils formeront un « Sommet des Peuples » qui ne sera pas un sommet parallèle ni un contre-sommet, mais bel et bien un acteur fondamental de Rio+20.

Source : Portail Rio+20 : <http://rio20.net/>

Bilan de la conférence de Durban sur les changements climatiques

Les points saillants de la formation du 12 décembre 2012 (R. Rashi)

Quelques dates

1992 : Sommet de la terre à Rio. Volonté de lier développement durable et éradication de la pauvreté

1997 : signature du Protocole de Kyoto fixant des cibles obligatoires de réduction des gaz à effet de serre pour les pays développés

2005 : Reprise des négociations internationales pour renouveler Kyoto

2009 : Conférence de Copenhague sur les changements climatiques. Échec de la conférence, Naissance du mouvement pour la justice climatique. 100 000 manifestants

2010 : Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-mère à Cochabamba. 35 000 personnes

2010 : Conférence de Cancún. Nouvel échec et confirmation de la tendance au rejet des cibles obligatoires de limitation des émissions

2011 : Conférence de Durban qui entérine le fait qu'aucun accord-cadre ne sera négocié avant 2020

Cette conférence s'inscrit dans la continuité d'une série de rencontres internationales qui visent à renouveler le Protocole de Kyoto (1997). Cet accord prévoyait que d'ici 2012, les pays développés (car l'accord n'engage pas les pays émergents) devaient réduire de 5,2% leurs émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année de référence 1990. Cette cible ne fut atteinte que par quelques pays européens. Le Canada livrant quant à lui la pire performance puisque durant la période, non seulement il n'a pas réduit ses émissions, mais au contraire les a augmentés de 31%! Ainsi, la conférence de Durban fut l'occasion pour les pays délinquants d'opposer un front du refus au renouvellement de l'accord de Kyoto. Trois pays ont clairement signifié leur volonté de sortir de ce protocole : le Canada, la Russie et le Japon. Actuellement donc, les cibles fixées par Kyoto ne concernent que les pays responsables de 15% des émissions mondiales, et aucun nouvel accord sur ce thème n'est prévu avant l'horizon 2020.

Les discussions entourant la mise en place d'un marché du carbone ont eu plus de succès puisque les États-Unis, qui ne sont pourtant pas signataires de Kyoto, en ont accepté le principe. Reste encore à s'entendre sur les modalités d'achat et de vente de ces « droits de polluer ».

Le troisième sujet chaud de Durban était celui du fonds vert. L'idée de ce fonds visant à aider la reconversion des économies des pays provient du Sommet de la terre de Rio en 1992. Il devait être doté de 100 milliards par années. Or jusqu'à présent, ce fonds qui doit être administré par la Banque mondiale ne semble pas fonctionner.

Afin de sortir de l'impasse dans laquelle nous semblons être plongés, plusieurs grandes organisations de la société civile mondiale se sont mises ensemble afin de lancer une campagne sur le thème de la justice climatique. Il s'agit de Via Campesina (organisation paysanne s'intéressant à la question de la terre), des Amis de la terre (ONG se concentrant sur la question du marché du carbone), de Jubilee Sud (sur la question de la dette écologique) et de l'*Indigenous Environmental Network*. Ce sont ces organisations qui portent la dynamique de l'organisation du Sommet des peuples pour la justice environnementale et sociale qui se tiendra à Rio en juin 2012.

Deux thèmes majeurs seront en discussion à Rio, et ainsi dans la ligne de mire de la critique des organisations de la société civile : l'économie verte et la nouvelle gouvernance mondiale.

Rappel des chiffres clés de la conférence de Cochabamba

- Si la planète se réchauffe de plus de 2° C, il y a 50 % de chances que les dommages que subirait notre Terre-Mère soient totalement irréversibles. 20 % à 30 % des espèces seraient en danger d'extinction.
- Les pays les plus riches ont une empreinte écologique cinq fois plus grande que ce que la planète peut supporter. Actuellement, la capacité de la planète à se régénérer a déjà été dépassée de plus de 30 %. À ce rythme, il nous faudrait deux planètes d'ici 2030.
- Malgré leur obligation légale, les émissions des pays développés, au lieu de réduire, ont augmenté de 11,2 % entre 1990 et 2007.
- Aux États-Unis, les émissions de GES ont augmenté de 16,8 % entre 1990 et 2007. Un Américain émet en moyenne plus de neuf fois plus de GES qu'un habitant du Tiers-monde, et plus de 20 fois qu'un habitant de l'Afrique Sub-saharienne.
- Les pays développés devraient s'engager à réduire de 50% leur GES par rapport à 1990.

Source : <http://www.cadtm.org/Declaration-finale-de-Cochabamba>



20 ans de changements environnementaux (1992-2012)

Rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Ce texte du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) fait état de divers changements environnementaux survenus depuis 1992. On observe avant tout d'importants changements technologiques, surtout au niveau des communications (apparition d'internet, des téléphones cellulaires, des médias sociaux, etc.) Des changements de pôles économiques et de production surviennent graduellement, pour se rapprocher davantage des régions du Sud et de l'Est. Les volumes d'échanges commerciaux augmentent continuellement et la demande de ressources naturelles suit cette tendance, avec notre population mondiale grandissante et des revenus toujours plus élevés.

Plus spécifiquement, dans les vingt dernières années, les changements climatiques ont pris place de manière considérable dans l'agenda politique des dirigeants. Des propositions pour une « économie verte » sont apparues, visant une économie à faibles émissions de carbone, adaptée au climat, prônant l'efficacité énergétique et socialement inclusive. Des outils de marché ont été proposés, tels que le marché du carbone, et la demande de produits certifiés équitables ou biologiques augmente constamment. La gestion des déchets chimiques s'est aussi grandement améliorée. Depuis janvier 2010, la production de chlorofluorocarbones (CFC) a été éradiquée. Le recyclage est devenu pratique courante dans bien des régions du monde, mais est encore à ses débuts dans bien d'autres. Certaines nouvelles technologies demeurent par contre très controversées puisque présentant des risques potentiels pour la santé ou l'environnement, notons par exemple les organismes génétiquement modifiés (OGM) et les nanotechnologies. D'un autre côté, on vise de plus en plus la recherche et le développement de technologies durables. Les énergies renouvelables en sont un exemple significatif; leur utilisation est encore modeste, mais les biocarburants et les énergies solaires et éoliennes se répandent progressivement.

Un nombre considérable d'Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et conventions ont été signés durant les vingt dernières années. Cependant, l'un des obstacles à leur mise en œuvre efficace est le manque de données complètes et de systèmes d'évaluation, sans oublier la difficulté de mesurer des indicateurs qualitatifs. D'un autre côté, les accords pour lesquels des cibles quantitatives spécifiques ont été mises en place ont connu un taux de succès plus important : notons entre autres le succès du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (élimination des CFC) et celui de la Commission mondiale des aires protégées (WCPA) qui a dépassé sa cible de 10% de la surface terrestre protégée et a atteint les 13%. Dans les avancées les plus récentes, il y eut l'Accord de Copenhague en 2009. On y a reconnu le besoin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de manière à ne pas dépasser une augmentation de 2°C de la température globale. L'Accord a été signé par 114 pays.

On reconnaît maintenant que la consommation des ressources naturelles doit se détacher de la croissance économique et doit plutôt respecter les principes de durabilité. De nouveaux paradigmes et solutions doivent être appliqués pour progresser vers une économie verte.

Source : www.unep.org/geo/pdfs/Keeping_Track.pdf

Quelques faits intéressants

- En 2011, la moitié de la population mondiale vit dans des zones urbaines.
- En 1992, 34Kg de viande était consommé par le citoyen moyen. Maintenant, ce chiffre se porte à 43Kg.
- Les émissions de CO2 augmentent toujours, surtout dû à l'utilisation croissante des combustibles fossiles. 80% de celles-ci sont émises par seulement 19 pays.
- L'expansion du trou de la couche d'ozone s'est arrêtée, mais sa rémission totale est encore loin.
- La température globale a augmenté de 0.4°C entre 1992 et 2010.
- Les 10 années les plus chaudes jamais mesurées se sont produites entre 1998 et aujourd'hui. Ce sont les zones nordiques qui subissent les changements les plus extrêmes.
- Les océans se réchauffent et le niveau de la mer s'élève graduellement.
- L'étendue totale de forêt a diminué de 300 millions d'hectares depuis 1990, soit un territoire plus grand que l'Argentine.
- L'eau potable est accessible dans 87% du monde.
- Le Living Planet Index (indicateur de la diversité biologique globale) a diminué de 12% globalement et de 30% dans les tropiques.
- L'étendue de terres utilisées pour l'agriculture biologique augmente de 13% annuellement.
- Le nombre de passagers de voyages aériens a doublé depuis 1992.
- Les sources d'énergie renouvelables (incluant la biomasse) représentent présentement 13% de l'offre d'énergie globale, mais l'énergie solaire et éolienne n'atteint que 0.3% de l'offre globale.

Signataires

Alternatives

Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)

Canadian Auto Workers' Union

Canadian Federation of Students

Canadian Peace Alliance

Canadian Union of Postal Workers

Canadian Union of Public Employees

Canadian Youth Climate Coalition

Common Frontiers

Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada

Council of Canadians

Ecology Action Centre

Edmonton Friends of the North Environmental Society

Équiterre

Greenpeace

Greenspiration

Indigenous Environmental Network

National Union of Public and General Employees

Polaris Institute

Public Interest Alberta

Public Service Alliance of Canada

Sierra Club Canada

Sierra Youth Coalition

Toronto Climate Campaign

United Steelworkers of Canada

Vegans & vegetarians of Alberta Association

Windfall Ecology

La société civile canadienne dénonce l'inaction du gouvernement face au changement climatique

À un moment donné, il faut clairement exprimer son mépris au sujet du manque de moralité du gouvernement canadien dans la problématique du changement climatique. Nous, les organisations de la société civile soussignées, croyons que ce moment est arrivé.

Il n'y a aucun doute que le monde est confronté à une grave crise de changement climatique qui demande une prise de responsabilité sérieuse de la part de tous les gouvernements, y compris le nôtre. Au lieu de voir des efforts positifs pour affronter cette crise d'une manière équitable et moralement acceptable, nous avons assisté à l'inaction du gouvernement canadien et même à des tentatives de saper les politiques en matière de changement climatique.

À titre d'exemples, citons :

- Le Canada est le seul pays qui, à son retour des négociations de l'ONU à Copenhague sur le changement climatique, a revu en baisse ses objectifs en matière de réduction des émissions, permettant ainsi l'augmentation de la pollution et des effets du changement climatique.

- Le Canada est le seul pays à avoir ratifié le Protocole de Kyoto pour ensuite renoncer à ses engagements en vertu de ce protocole, qui est un accord international juridiquement contraignant que notre pays a signé.

- Le Canada n'a pas renouvelé le financement d'EcoEnergy, un programme important en faveur des énergies renouvelables, mais a continué à subventionner l'industrie pétrolière et gazière à raison d'environ 1,4 milliard de dollars par an.

- En 2010, faisant preuve d'un manque de démocratie et de respect sans pareil envers la volonté du Parlement, les sénateurs conservateurs ont étouffé le seul projet de loi en étude au parlement concernant le changement climatique, sans même prendre la peine d'en débattre.

- La politique étrangère du Canada comporte des mesures de pression contre d'importantes politiques environnementales de l'Union européenne et des États-Unis visant à pénaliser la pollution relativement élevée due aux gaz à effet de serre provenant de l'exploitation des sables bitumineux.

Le gouvernement fédéral a négligé de réglementer les émissions de gaz à effet de serre au Canada, malgré nos engagements internationaux et malgré les propres objectifs, quoiqu'insuffisants, du gouvernement fédéral. Le rythme insoutenable de l'exploitation des sables bitumineux accroîtra les émissions de gaz à effet de serre au Canada qui dépasseront 100 millions de tonnes dans la décennie courante. Cette attitude inquiétante d'inaction de l'actuel gouvernement du Canada et ses tentatives de saper les politiques en matière de changement climatique, combinées à une défense farouche de l'industrie canadienne des combustibles fossiles, montre que ce gouvernement a perdu ses repères moraux.

En tant que société civile canadienne, nous déclarons unanimement que ceci est inacceptable.

La prochaine série de négociations de l'ONU sur le changement climatique se tient à Durban, en Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre. Persistant dans ses façons de faire, le Canada est connu plus pour agir en faveur des grandes sociétés pétrolières que dans l'intérêt des Canadiens lors de ces négociations. Le monde a besoin d'un accord international contraignant, ambitieux et équitable sur les changements climatiques. Si le Canada refuse de mener la bataille ou du moins poursuivre dans cette voie, il devrait alors s'abstenir d'y faire obstacle.

Nous sommes déterminés à continuer nos efforts dans plusieurs collectivités à travers le Canada pour aborder le sujet du changement climatique et pour exposer l'échec du gouvernement fédéral à résoudre ce problème. Nous exigeons des changements. Sinon, nous manquerons d'assumer nos responsabilités morales envers nous-mêmes, nos enfants et nos grands enfants, et d'agir pour faire face à ce qu'on qualifie comme étant la pire crise que l'humanité n'ait jamais connue.

Source : <http://www.aqlpa.com/>

Ce bulletin est réalisé par le Comité recherche de la délégation québécoise pour Rio+20
Coordination : Raphaël Canet et Geneviève Moisan



UNI-Alter
 Savoir pour changer